



## **MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 2025CZ06M3N01S0000**

#### **Acheteur**

---

**EPAMSA**  
1 rue de Champagne  
78200 MANTES LA JOLIE

#### **Représentant de l'acheteur**

---

Monsieur le Directeur général de l'établissement

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la  
démolition de 8 pavillons au sein de la ZAC les  
Hauts de Rangipont à Gargenville**

---

## Table des matières

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS .....	5
1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES .....	5
1.1 Objet du contrat .....	5
1.2 Procédure de passation .....	5
1.3 Nature du contrat .....	5
1.4 Forme du contrat .....	5
1.5 Organisation de l'achat .....	6
1.5.1 Allotissement .....	6
1.5.2 Contrat à tranches .....	6
1.5.3 Marché réservé .....	6
1.6 Accord-cadre .....	6
1.7 Attributaire .....	6
2. PIECES DU CONTRAT .....	6
2.1 Pièces contractuelles .....	6
2.2 Pièces établies après la conclusion du contrat .....	7
2.3 Stipulations générales .....	7
2.4 Acceptation des pièces et documents de la consultation .....	7
2.5 Connaissance du site et des prestations du contrat .....	8
2.6 Pièces à remettre au titulaire .....	8
3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	9
3.1 Sous-traitance .....	9
3.2 Confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité .....	10
3.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	10
3.4 Protection de l'environnement – sécurité - santé .....	10
3.5 Réparation des dommages .....	10
3.6 Assurances .....	10
3.6.1 Assurances souscrites par le maître d'œuvre .....	10
3.6.2 Assurances de responsabilité civile .....	11
3.6.3 Assurances des sous-traitants .....	11
3.6.4 Dispositions diverses .....	12
3.7 Changement de législation ou de réglementation .....	12
3.8 Autres obligations .....	13
3.8.1 Obligation générale de conseil .....	13
3.8.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance .....	13
3.8.3 Hygiène et sécurité .....	13
4. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION .....	13
4.1 Entrée en vigueur et durée du contrat .....	13

4.2	Délais d'exécution .....	14
4.3	Prolongation des délais d'exécution .....	14
4.4	Notifications – ordres de service – délais.....	14
4.5	Exécution complémentaire .....	14
5.	PENALITES.....	14
5.1	Pénalités pour retard.....	16
5.2	Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la présentation des sous-traitants .	16
5.3	Pénalités pour non-respect de l'obligation de souscription à assurance .....	16
6.	MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE .....	16
7.	DECHEANCE .....	16
8.	REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE .....	17
9.	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	17
9.1	Forme des prix.....	17
9.3	Variation de prix .....	17
9.4	Avance .....	18
9.5	Règlement des comptes .....	19
9.5.1	Acomptes et règlements partiels définitifs .....	19
9.5.2	Présentation des demandes de paiement .....	20
9.5.3	Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct .....	21
9.5.4	Délais de paiement et intérêts moratoires .....	21
10.	CONDITIONS D'EXECUTION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	21
10.1	Conditions d'exécution des prestations .....	21
10.2	Admission des prestations .....	21
10.3	Achèvement de la mission.....	22
11.	OBLIGATIONS DU MAITRE D'OEUVRE .....	22
11.1	Respect des délais .....	22
11.2	Conformité aux documents contractuels.....	22
11.3	Suivi de la qualité des prestations.....	22
11.4	Coordination et gestion des intervenants.....	23
11.5	Suivi des coûts et des dépenses .....	23
11.6	Gestion des imprévus et des modifications du projet .....	23
11.7	Responsabilité en matière de sécurité.....	23
11.8	Responsabilité environnementale.....	23
11.9	Livraison et réception des travaux .....	24
12.	SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX ET DE LEUR RECEPTION .....	24
12.1	Rôle du maître d'œuvre .....	24
12.2	Régime des ordres de service aux titulaires des marchés de travaux .....	24
12.3	Augmentation du montant des travaux.....	25

12.4	Réception.....	25
13.	UTILISATION DES RESULTATS .....	25
14.	CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT.....	26
14.1	Modification du contrat .....	26
14.2	Cession du contrat.....	26
14.3	Imprévision.....	27
15.	INTERRUPTION DES PRESTATIONS - RESILIATION .....	27
15.1	Interruption des prestations pour retard de paiement .....	27
15.2	Résiliation pour événement extérieur au contrat.....	27
15.3	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	28
15.4	Résiliation du contrat aux torts du titulaire .....	28
16.	DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS.....	28
17.	LANGUE ET UNITE MONETAIRE .....	29
18.	GESTION DES CONTENTIEUX ET DES SINISTRES .....	29
18.1	Gestion des contentieux.....	29
18.2	Gestion des sinistres.....	29
19.	PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	29
20.	DEROGATIONS AU CCAG-MAITRISE D'œuvre .....	30

## IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS

Le présent contrat est conclu par l'Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA), ci-après dénommé l'acheteur ou le maître d'ouvrage.

### Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre (CCAG-Moe), le maître d'ouvrage désigne dès à présent **Mark VANDER PLAETSE**, agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage pour le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-Moe, dès la notification du contrat, le maître d'œuvre désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'œuvre en cours d'exécution du contrat.

## 1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre pour la démolition de 8 pavillons au sein de la ZAC Les Hauts de Rangipport.

Lieu d'exécution : ZAC Les Hauts de Rangipport – commune de Gargenville.

Le contrat comprend les missions suivantes :

- Etablissement du permis de démolir
- DCE : Constitution du dossier de consultation des entreprises
- ACT : assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation du marché de travaux de démolition
- DET - OPC : direction de l'exécution des travaux et ordonnancement, pilotage et coordination
- AOR : assistance aux opérations de réception.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent contrat a été passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

### 1.3 NATURE DU CONTRAT

Le contrat est qualifié de marché public de maîtrise d'œuvre régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-PI) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

### 1.4 FORME DU CONTRAT

Les prestations, objet du présent contrat, donneront lieu à un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaires.

## 1.5 ORGANISATION DE L'ACHAT

### 1.5.1 Allotissement

Le présent contrat ne fait l'objet d'aucun allotissement. Conformément aux articles L.2113-10s, R.2113-2s CCP, le motif de non-allotissement est le suivant : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### 1.5.2 Contrat à tranches

Sans objet.

### 1.5.3 Marché réservé

Sans objet.

## 1.6 ACCORD-CADRE

Sans objet.

## 1.7 ATTRIBUTAIRE

Le présent contrat est conclu avec un attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R.2142-19s CCP.

## 2. PIECES DU CONTRAT

### 2.1 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Moe, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

#### 1/ Pièces particulières :

- . l'**acte d'engagement** (A.E.) et ses annexes ;
- . l'**offre financière du titulaire** (D.P.G.F.) ;
- . le **cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P.) ;
- . le **cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P.) ;
- . l'**offre technique du titulaire** : il est à noter que le titulaire doit respecter son mémoire technique mais qu'en aucun cas, l'acheteur n'est engagé sur celui-ci ;
- . les **actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du contrat.

L'A.E., le C.C.A.P. et le C.C.T.P. prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang.

Les exemplaires des documents particuliers composant le contrat détenu par l'acheteur font seul foi.

Le titulaire doit, sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge. A l'appui de son offre, il a présenté un mémoire technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend mobiliser ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter.

Ce mémoire technique, ainsi que les éventuels compléments ou précisions apportés au cours de la procédure de passation constituent un engagement unilatéral du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra à tout moment exiger qu'il les respecte en toutes ses dispositions. En revanche, s'agissant d'un engagement unilatéral, il ne confère aucun droit au titulaire qui ne pourra élever aucune réclamation au motif que, pour exécuter ses obligations contractuelles, il devrait mobiliser des moyens ou retenir des méthodes différentes et, le cas échéant, plus coûteux par rapport à ceux qu'il avait prévus au sein de son mémoire technique.

## **2/ Pièces générales :**

- . **le code de la commande publique (CCP)** du 1<sup>er</sup> avril 2019 ;
- . **le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre** (CCAG-Moe) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation des entreprises, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. Le maître d'œuvre titulaire du présent contrat ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Par suite, le maître d'œuvre ne pourra se prévaloir, dans l'exécution du contrat, d'une quelconque ignorance des pièces énumérées ci-dessus et, d'une manière générale, de tous textes et de toute la réglementation qui sont applicables à la réalisation des prestations prévues au titre du contrat. La version de ces textes qui est opposable au maître d'œuvre est celle en vigueur à la date de signature du contrat.

Toutes clauses contraires des conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues, seules faisant foi les stipulations prévues au contrat.

### **2.2 PIECES ETABLIES APRES LA CONCLUSION DU CONTRAT**

Les pièces établies par le maître d'œuvre en exécution du contrat deviennent contractuelles à compter de leur acceptation par le maître d'ouvrage.

### **2.3 STIPULATIONS GENERALES**

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique.

L'ordre de priorité des pièces implique, qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable à l'acheteur.

### **2.4 ACCEPTATION DES PIECES ET DOCUMENTS DE LA CONSULTATION**

Le maître d'œuvre déclare avoir pris connaissance et vérifié le contenu de l'ensemble des pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché, et notamment tous les éléments qui lui ont été fournis par le maître d'ouvrage, préalablement à la signature du contrat.

Il déclare avoir effectué toutes les démarches nécessaires pour la bonne compréhension du projet auprès du maître d'ouvrage ainsi qu'auprès de toutes les autorités et services compétents, et avoir mené les investigations complémentaires qui s'imposaient.

Par suite, le maître d'œuvre déclare assumer l'entière responsabilité de l'interprétation qu'il a fait des pièces et documents mis à sa disposition par le maître d'ouvrage, sauf à démontrer que celui-ci a délibérément cherché à nuire au maître d'œuvre en faisant figurer une information erronée et/ou en omettant une information essentielle.

## 2.5 CONNAISSANCE DU SITE ET DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Le maître d'œuvre est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations du contrat. Il reconnaît notamment avoir, avant la date de signature du contrat :

- Pris connaissance complète et entière du site faisant l'objet des prestations, de ses abords ainsi que, le cas échéant, des bâtiments existants, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte de voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des prestations du contrat,
- Vérifier l'ensemble des indications contenues dans les pièces et documents mis à sa disposition par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché. A ce titre, le maître d'œuvre reconnaît que les pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé la signature du contrat ne constituaient que des éléments d'information qu'il lui appartenait le cas échéant de vérifier et/ou contrôler sous sa propre responsabilité,
- Avoir eu la possibilité de visiter le site faisant l'objet des prestations et ses abords au cours de la consultation ayant précédé l'attribution du contrat,
- Avoir eu la possibilité de procéder ou de faire procéder, à ses frais et risques, à toutes les analyses, études, sondages complémentaires relatifs aux sites, ouvrages existants et à construire, emprises et d'avoir sollicité tous les renseignements complémentaires nécessaires à la remise en toute connaissance de cause d'une offre pour la réalisation des prestations du contrat.

Par conséquent, le maître d'œuvre est réputé :

. prendre le sous-sol, le sol et les bâtiments existants le cas échéant dans l'état dans lequel il se trouve au jour de la signature du contrat, sans aucune garantie de la part du maître d'ouvrage et sans pouvoir élever de réclamation, ni former aucun recours contre lui en raison de leur situation ou de leur état,  
. accepter les risques et aléas normaux résultant de l'exécution du contrat et notamment les risques liés à la nature et à la disposition du sol et du sous-sol, en ce compris l'ensemble des risques archéologiques, pyrotechniques, hydrogéologiques et géotechniques, le risque lié à la présence d'ouvrages, d'engins explosifs et de réseaux enterrés, ainsi que le risque de pollution préexistante, ou de présence d'amiante, de xylophages et de plomb dans les bâtiments existants le cas échéant.

Par suite, le maître d'œuvre supporte l'ensemble des conséquences, notamment en termes financiers et de délais, résultant de la survenance de ces risques.

Par exception, le maître d'œuvre peut demander à être indemnisé des surcoûts dans le cas où l'un des risques mentionnés au présent article peut être qualifié de sujétions techniques imprévues au sens de la jurisprudence administrative.

## 2.6 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, des pièces constitutives du contrat, à l'exception des pièces générales.

Par dérogation partielle à l'article 4.2 du CCAG-Moe, la remise au titulaire, sans frais, de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat, se fait sur demande expresse du titulaire.



## 3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

### 3.1 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-1s CCP, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles R.2193-1s CCP.

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et des articles L.2193-1s CCP, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 CCAG-Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre spécial de sous-traitance (formulaire DC4), dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées. Les documents doivent être adressés par courriel en format .zip à l'adresse [marchespublics@epamsa.fr](mailto:marchespublics@epamsa.fr).

En cours d'exécution de marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie, après signature au titulaire et à chaque sous-traitant concerné l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire transmet au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et fait connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leurs sous-traitants indirects et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers doivent fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de l'acceptation de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux aux sous-traitants indirects de second rang et plus. La non-production de la copie de cette caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter résiliation aux torts du titulaire selon les modalités de l'article 11.3 du présent CCAP.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS), lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conformément à l'article L.4532-9 du code du travail. Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément de ses conditions de paiement, ou à la suite de communication de renseignements inexacts (en toute connaissance de cause) à l'appui de la demande de sous-traitance expose le titulaire à la résiliation du contrat à ses torts, dans les conditions définies ci-dessous ainsi qu'à l'introduction d'actions indemnitaires et pénales le cas échéant.

Même dans le cas d'acceptation et d'agrément du sous-traitant, le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leur engagement ou de la cessation d'activités sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les stipulations du contrat relatives à la sous-traitance s'appliquent indifféremment à tous les sous-traitants, y compris les sous-traitants de rang 2 et suivants.

### **3.2 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

- a) Obligation de confidentialité : il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-Moe.
- b) Protection des données à caractère personnel : il est fait application de l'article 5.2 CCAG-Moe.
- c) Mesures de sécurité : il est fait application de l'article 5.3 CCAG-Moe.

### **3.3 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Il est fait application de l'article 6 du CCAG-Moe.

### **3.4 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – SECURITE - SANTE**

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-Moe.

### **3.5 REPARATION DES DOMMAGES**

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-Moe.

### **3.6 ASSURANCES**

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-Moe.

#### ***3.6.1 Assurances souscrites par le maître d'œuvre***

Principes généraux : le maître d'œuvre est tenu pendant toute la durée du contrat de souscrire auprès d'une (ou plusieurs) compagnie(s) d'assurances notoirement solvables, les polices d'assurances couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre du contrat et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui lui sont confiées au titre du contrat.

Le maître d'œuvre prend intégralement à sa charge les franchises attachées aux assurances qu'il a souscrites.

Il assure la gestion des sinistres couverts par les assurances qu'il a souscrites, ainsi que la mise en œuvre des mesures conservatoires que ces sinistres nécessitent.

La non-souscription par le maître d'œuvre des assurances visées aux articles ci-dessous peut entraîner l'application de la pénalité prévue à l'article 5.5 du CCAP et/ou la résiliation du contrat dans les conditions de l'article 16 du CCAP.

Renonciation à recours : le maître d'œuvre renonce à tout recours contre le maître d'ouvrage et/ou ses assureurs le cas échéant en ce qui concerne l'application, l'étendue et les limites des polices souscrites qui pourraient bénéficier aux intervenants dans la réalisation de l'opération. Le titulaire obtiendra la même renonciation de la part de ses sous-traitants.

Etendue de la responsabilité : les polices d'assurances souscrites par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, ainsi que leurs modalités d'application ne limitent en rien les responsabilités du maître d'œuvre.

Les polices d'assurances prévues à la charge du maître d'œuvre au titre du présent contrat ne constituent qu'un minimum exigé par le maître d'ouvrage. Elles ne limitent en rien les responsabilités du maître d'œuvre qui garde seul la responsabilité du choix de ses propres garanties. Par suite, le maître d'œuvre fait son affaire de toutes assurances qu'il souhaite souscrire en complément des garanties apportées par les polices souscrites par le maître d'ouvrage et celles qui lui sont imposées par le contrat

*Justification des assurances souscrites* : les attestations concernant les assurances souscrites par le maître d'œuvre sont présentées au maître d'ouvrage par le titulaire dans un délai de 45 jours à compter de la notification du contrat puis à chaque modification et échéances desdites assurances. Elles doivent comporter au minimum les mentions prévues à l'arrêté du 5 janvier 2016 aux effets des dispositions de l'article L.243-2 du code des assurances ainsi qu'à ses textes d'application et notamment le visa des articles sur l'assurance obligatoire en matière de construction (article L.241-1 du code des assurances).

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit justifier, à tout moment, de la souscription des assurances requises et du paiement de ses primes d'assurances. Il doit de plus fournir la photocopie du certificat de renouvellement de ses qualifications professionnelles.

Le maître d'œuvre est tenu d'informer préalablement le maître d'ouvrage de toute annulation, réduction, suspension ou réalisation des garanties ainsi que de toute augmentation des franchises. La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées par la clause assurance du contrat, constituent une clause déterminante. En cas de non-respect par le maître d'œuvre de ses obligations au titre du présent article, le maître d'ouvrage dispose de la faculté de suspendre les paiements au maître d'œuvre jusqu'à production des justifications et/ou résilier le contrat aux torts du maître d'œuvre dans les conditions de l'article 16 du CCAP.

Mise en œuvre des polices d'assurances souscrites par le maître d'œuvre : en cas de sinistre, l'indemnité d'assurance versée doit être employée à la réparation du sinistre, notamment à la reconstruction de l'ouvrage ou à sa remise en état par la reconstruction des éléments détruits, sauf décision contraire du maître d'ouvrage. Toutes les indemnités perçues des compagnies d'assurances ou de tiers sont impérativement employées à la réparation du sinistre, notamment à la reconstruction de l'ouvrage ou à sa remise en état. Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage percevrait directement une indemnité au titre d'une assurance souscrite par le partenaire, il reversera la somme ainsi perçue au maître d'œuvre dans un délai de trente (30) jours.

### ***3.6.2 Assurances de responsabilité civile***

Le maître d'œuvre (et chaque cotraitant) doit justifier de la souscription d'une police garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, survenus en cours de réalisation du contrat.

La garantie doit être acquise du fait des prestations données en sous-traitance. Les montants des garanties souscrites doivent être adaptés au projet.

### ***3.6.3 Assurances des sous-traitants***

Le titulaire fait son affaire de s'assurer que ses sous-traitants sont titulaires des garanties et assurances suffisantes.

### 3.6.4 Dispositions diverses

**Absence ou insuffisance de garantie du maître d'œuvre :** le maître d'œuvre s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le maître d'œuvre concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le maître d'œuvre supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

**Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage :** la souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le maître d'œuvre et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le maître d'œuvre (et s'il y a lieu ses cotraitants) renonce(nt) à exercer tout recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et fonctionnement de ces polices.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du maître d'œuvre (et s'il y a lieu de ses cotraitants) est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires. Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurances à leurs sous-traitants.

**Sinistres :** en cas de sinistre en cours de chantier, le maître d'œuvre (et s'il y a lieu ses cotraitants) ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 c.civ., des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le maître d'œuvre ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## 3.7 CHANGEMENT DE LEGISLATION OU DE REGLEMENTATION

Le maître d'œuvre est réputé avoir pris en compte l'ensemble des normes existantes à la date de signature du contrat ainsi que celles dont l'entrée en vigueur était raisonnablement prévisible pour un homme de l'art.

Le maître d'œuvre est tenu d'adapter sans délai l'exécution de ses prestations aux changements de normes en vigueur intervenant après la signature du contrat. Les conséquences financières ainsi qu'en termes de délais résultant de l'évolution ou d'un changement de normes en vigueur sont à la charge intégrale du maître d'œuvre, sauf :

- En cas de démonstration par celui-ci qu'il ne pouvait pas raisonnablement anticiper l'entrée en vigueur de la norme concernée,
- En cas de démonstration par le maître d'œuvre que la norme concernée affecte directement ses prestations prévues au contrat.

Dans ces cas, le maître d'œuvre établit un mémoire exposant de manière détaillée les impacts techniques, notamment en termes de travaux supplémentaires, et/ou financiers et/ou sur les délais contractuels, résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des éléments susvisés pour se prononcer sur la demande du maître d'œuvre.

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-Moe, si le maître d'ouvrage estime que les conditions prévues au présent article sont réunies et s'il accepte les conséquences techniques, financières et/ou sur les délais résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée, le contrat est modifié par voie d'avenant, à régulariser dans le délai d'un mois à compter de la notification de son accord par le maître d'ouvrage. En cas de désaccord exprimé par le maître d'ouvrage ou en cas de silence de plus d'un mois, le différend est réglé dans les conditions de l'article 18 du présent CCAP.

### **3.8 AUTRES OBLIGATIONS**

#### ***3.8.1 Obligation générale de conseil***

Considérant la qualité de professionnel du maître d'œuvre et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis du maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre doit notamment prêter son concours au maître d'ouvrage, dans le cadre des obligations du présent contrat et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent contrat notamment en lui apportant les informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

#### ***3.8.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance***

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19s CCP ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-Moe.

Pour les sous-traitants, il est fait application des articles L.2193-1s CCP, ainsi que des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-Moe.

#### ***3.8.3 Hygiène et sécurité***

Le maître d'œuvre est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant son personnel. Il est tenu d'exploiter le service en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur régissant les conditions de travail des salariés et notamment les divers codes et règlement de la protection et de l'hygiène au travail, ainsi que les règles d'usage de la profession.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit obligatoirement porter la tenue et les équipements de protection individuelle et de sécurité pendant le temps de travail. L'ensemble de la tenue est à la charge de l'entreprise titulaire. Elle doit être en permanence propre et entretenue, sans déchirure ni souillure.

Le personnel doit avoir une conduite conforme à sa mission, qui implique notamment la courtoisie à l'égard d'autrui. L'acheteur peut demander un rappel à l'ordre et, à défaut d'amélioration constatée dans le mois suivant, exiger le remplacement de tout agent dont le comportement est un obstacle au bon fonctionnement du service. Il est interdit aux agents du titulaire de solliciter ou de recevoir des usagers une rémunération quelconque.

## **4. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION**

### **4.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT**

Le contrat entre en vigueur à compter de sa notification au maître d'œuvre, correspondant à la réception par celui-ci d'une copie des pièces du contrat.

Le présent contrat s'achève à l'issue de la plus tardive des périodes de garantie (garantie de parfait achèvement incluse).

La durée prévisionnelle du contrat est de 18 mois.

## 4.2 DELAIS D'EXECUTION

Intitulé des éléments de mission	Délai maximal	Délai de validation de la maîtrise d'ouvrage
Permis de démolir	3 semaines	2 semaines
DCE	3 semaines	2 semaines
ACT	2 semaines	2 semaines
DET-OPC	16 semaines	
AOR	2 semaines	

Conformément à l'article 15 du CCAG-Moe, le délai d'exécution du premier élément de mission court à compter de la date de notification du présent contrat.

Le point de départ des autres éléments de mission est constitué par l'acceptation expresse par le maître d'ouvrage de l'élément de mission qui le précède et de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission suivante.

Ces dispositions sont applicables jusqu'à la mission ACT.

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage procédera à l'acceptation des documents d'étude est fixé selon les délais fixés ci-dessus qui courent à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage (ou de son représentant).

L'absence de réponse du maître d'ouvrage (ou de son représentant) dans les délais fixés ci-dessus, vaut refus d'acceptation du document.

## 4.3 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 15.3 du CCAG-Moe.

## 4.4 NOTIFICATIONS – ORDRES DE SERVICE – DELAIS

a) *Notification au titulaire* : les notifications sont effectuées dans les conditions de l'article 3.1 CCAG-Moe. Les notifications par voie dématérialisée ou sur support informatique peuvent être effectuées à la libre discrétion de l'acheteur, sous réserve de disposer d'un mécanisme permettant d'attester de la date et de l'heure de la réception de celle-ci, ou en tout état de cause, en cas d'urgence.

b) *Ordres de service*

Le cas échéant, il est fait application de l'article 3.8 du CCAG-Moe.

c) *Modalités de computation des délais* : il est fait application de l'article 3.2 CCAG-Moe.

## 4.5 EXECUTION COMPLEMENTAIRE

L'acheteur se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R.2122-7 CCP pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au maître d'œuvre au titre du présent contrat.

## 5. PENALITES

Le maître d'ouvrage dispose d'un droit de contrôle permanent sur les prestations du maître d'œuvre. Dans ce cadre, il peut contrôler sur pièces et sur place le respect des engagements contractuels du titulaire ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le maître d'œuvre fournit au maître d'ouvrage tous les éléments dont il a besoin pour exercer son contrôle, et notamment tous rapports, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du contrat.

Le maître d'ouvrage peut demander au maître d'œuvre des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et documents produits en application des stipulations précitées ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

Les contrôles effectués par le maître d'ouvrage ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le maître d'œuvre de sa responsabilité au titre du contrat.

Le maître d'ouvrage peut appliquer des pénalités au maître d'œuvre, si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. Ces pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du marché à la date de fin normale de celui-ci. En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la réalisation. Ces pénalités peuvent être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

L'application de pénalités n'exonère pas le maître d'œuvre de l'accomplissement de ses prestations au titre du contrat.

Dans le cas où le maître d'œuvre est un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes distincts, les pénalités sont réparties entre les membres de ce groupement conformément aux indications du mandataire. Dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement titulaire.

Dans le cas où les sommes dues à un membre du groupement ne sont pas suffisantes pour compenser les pénalités appliquées audit membre, la part de pénalités n'ayant pas pu être supportée par ce membre sera due par le mandataire, à charge pour lui de se retourner contre ledit membre.

Toutes les pénalités ou réfections citées ci-dessous sont appliquées sur la facture du mois suivant leur constat et font l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision, elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Sauf dérogation expresse ci-dessous, il est fait application de l'article 16 du CCAG-Moe.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-Moe, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du contrat.

Les documents à produire par le maître d'œuvre dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par celui-ci par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par application de l'article 16.2.2 du CCAG-Moe, le montant total des pénalités appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat.

Les pénalités du présent contrat sont indépendantes et cumulatives.



## 5.1 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 16.2.3 CCAG-Moe, il est fait application des pénalités suivantes :

- en cas de retard dans la remise des documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances une pénalité dont le montant est fixé à **50 € par jour calendaire de retard**,
- en cas de retard dans la transmission des décomptes mensuels des entrepreneurs, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est fixé à **50 € par jour calendaire de retard**,
- en cas de retard dans la vérification du décompte final et dans l'établissement du décompte général, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est fixé à **50 € par jour calendaire de retard**,
- en cas d'absence non justifiée en réunion de chantier, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est fixé à **100 € forfaitairement**,
- en cas de retard de plus d'une demi-heure non justifiée en réunion de chantier, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est fixé à **50 € par heure de retard**,
- en cas de retard dans l'établissement et la transmission de la proposition de réception des travaux et des PV de levée de réserves, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est fixé à **50 € par jour**,
- en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est fixé à **50 € par jour de retard**.

Dans l'hypothèse d'une résiliation du contrat, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour de l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 28 du CCAG-Moe.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables aux pénalités éventuellement prévues par les documents particuliers du contrat pour le cas de retard dans la réalisation de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers, ou de dates limites fixées dans le marché.

## 5.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives à l'acceptation ou à l'agrément de ses sous-traitants, une pénalité de **5 000 € par sous-traitant** est appliquée au titulaire, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

## 5.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION DE SOUSCRIPTION A ASSURANCE

En cas de non-respect de l'obligation de souscription à une assurance telle que prévue à l'article 3.6 du présent C.C.A.P., le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité forfaitaire fixée à **5 000 €**, assortie d'une astreinte de **150 € par jour jusqu'à la production de l'attestation d'assurance**.

# 6. MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-Moe.

## 7. DECHEANCE

Le maître d'ouvrage peut toujours procéder à la résiliation du contrat aux torts du maître d'œuvre, sans préjudice de l'exercice de tous ses autres droits, en cas de manquement grave et/ou répété à ses obligations contractuelles.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 30 CCAG-FCS.



## 8. REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE

Les modalités de rémunération sont définies par élément de mission.

La rémunération du maître d'œuvre pour la réalisation de cette prestation est déterminée sur la base du montant global pour l'ensemble des missions, tel que détaillé à la décomposition du prix global et forfaitaire.

## 9. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les prix du contrat sont mentionnés hors TVA.

Il est fait application de l'article 10 CCAG-Moe.

En complément de l'article 10.1.3 CCAG-Moe, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.
- en cas de sous-traitance, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au présent contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du contrat.

**Variation des taxes fiscales :** en cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 9.1 FORME DES PRIX

Les prix du contrat sont forfaitaires, établis sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire.

### 9.2 DETERMINATION DES PRIX

Les prix du contrat sont déterminés par application des prix forfaitaires tels qu'issus de la décomposition du prix global et forfaitaire.

### 9.3 VARIATION DE PRIX

#### *Révision des prix*

Conformément à l'article R.2112-13 CCP et de l'article 10.1 CCAG-FCS, les prix sont définitifs et révisables dans les conditions ci-dessous.

Date d'établissement du prix initial : les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **février 2025**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de la révision est donné par l'application aux prix du contrat de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times [(0,15 + 0,85 \times (I_m / I_0))]$$

Dans laquelle :

$P_r$  = prix révisé

$P_0$  = prix initial

$I_m$  et  $I_0$  sont les valeurs de référence prises par l'index **ING** diffusé par l'INSEE respectivement au mois  $m_0$  et au mois  $m$  au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché. La valeur de l'index à prendre en compte est la dernière valeur connue à la date d'application de la formule de révision. Aucune révision provisoire ne sera effectuée. Pour la mise en œuvre de cette formule, le calcul sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

En cas de suppression des indices, l'indice sera remplacé par l'indice et le coefficient de raccordement proposés par l'INSEE sans qu'une modification de marché ne soit nécessaire.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'applique avec un mois  $M_0$  correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf clause contraire prévue par l'avenant lui-même.

## 9.4 AVANCE

Conformément à l'article L.2191-2 CCP, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire stipulée à l'acte d'engagement. Elle est versée sur demande du titulaire dans l'acte d'engagement à la condition qu'il constitue une garantie à première demande portant sur la totalité du remboursement en application de l'article R.2191-7 al.3.

Le montant de l'avance, détaillé ci-après, est fixé conformément à l'article R.2191-7 CCP.

Lorsque le titulaire a fait appel à des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les stipulations du présent article lui sont applicables. Les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande. Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire ne fait pas obstacle à ce que ces sous-traitants en obtiennent le versement.

L'option retenue est l'option B (article 11.1 CCAG-Moe).

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le titulaire qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance. Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois après production de cette garantie.

La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

L'assiette de l'avance est calculée comme suit :

- Pour le titulaire : l'assiette de calcul de l'avance est réduite au montant correspondant aux prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend pas le montant des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.
- Pour le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct et ayant demandé à bénéficier de l'avance : l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations qui lui sont sous-traitées, telles qu'elles figurent dans l'acte spécial de sous-traitance.

Dans le cas où le titulaire est constitué sous la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, le calcul du montant de l'avance est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations – 65) /15.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

## 9.5 REGLEMENT DES COMPTES

### 9.5.1 Acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par élément de mission.

Les prestations objet du présent contrat sont rémunérées par des acomptes dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

La demande d'acompte est établie par le maître d'œuvre et précise la partie des prestations qui a été effectuée.

Missions	Echéancier spécifique	Pourcentage de versement
Permis de démolir	A réception des éléments nécessaires à l'établissement d'une demande de permis de démolir	80%
	A réception de l'autorisation de démolition	20%
PRO-DCE	A réception du dossier de consultation des entreprises (DCE)	100%
ACT	Remise du dossier d'analyse des offres	80%
	Après notification des entreprises par le maître d'ouvrage	20%
DET - OPC	A l'avancement des travaux	100 %
AOR	Réception des travaux et rédaction des procès-verbaux de réception	80%
	Suivi des levées de réserves-DGD des entreprises	20%

#### Demande de paiement finale :

Le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre. Cette demande de paiement finale est le décompte final établissant le montant total des sommes auquel le maître d'œuvre prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché.

Le maître d'œuvre notifie son décompte final dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la dernière décision d'admission des prestations ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin du délai fixé à l'article 20.2 CCAG-Moe.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le maître d'œuvre ne produit pas son décompte final dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du maître d'œuvre. Ce décompte final est notifié au maître d'œuvre avec le décompte général.

#### **Décompte général définitif :**

Conformément à l'article 11.8 CCAG-Moe, le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final,
- l'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final,
- l'état récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Le maître d'ouvrage notifie le décompte général au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de signer.

A compter de la signature du décompte général par le maître d'œuvre, celui-ci devient le décompte général et définitif.

#### **9.5.2 Présentation des demandes de paiement**

Le règlement des prestations s'effectue sur présentation de facture sous forme dématérialisée sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour toutes les entreprises.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'EPAMSA doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, identifiant l'EPAMSA en tant que destinataire de la facture : 410 638 100 00033
- Le code service : factures Gesprojet

Le numéro d'engagement n'est pas nécessaire.

Pour plus d'informations : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm/?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index)

En plus des mentions légales, la facture doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro du compte bancaire,
- La date du contrat,
- Le numéro du contrat,
- L'intitulé du contrat,
- La quantité et les références des prestations commandées,
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées,
- La date, la référence et le numéro de bon de commande ou de l'OS le cas échéant,
- La date d'exécution effective.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire accompagnées des raisons du refus de paiement.

Le titulaire doit obligatoirement retourner à l'acheteur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

### **9.5.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct**

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants et sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le règlement des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant est effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R.2192-13, R.2193-5s CCP. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

### **9.5.4 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et 12 CCP.

En application de l'article L.2192-13 CCP, le dépassement de ce délai fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 CCP.

Enfin, en application de l'article L.2192-13 dernier alinéa CCP, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue ci-dessus, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

## **10. CONDITIONS D'EXECUTION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

### **10.1 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

L'exécution des prestations se fait conformément aux stipulations du CCAG-Moe, et selon les dispositions du C.C.T.P.

Le maître d'œuvre s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation par le maître d'ouvrage de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement.

Il s'engage à transférer au maître d'ouvrage tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en cours d'exécution.

### **10.2 ADMISSION DES PRESTATIONS**

Il est fait application du chapitre 4 du CCAG-Moe avec les précisions suivantes.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-Moe, le pouvoir adjudicateur procède à la réception des documents dans un délai maximal de 2 semaines à compter de leur remise par le maître d'œuvre.

A défaut de prise de position dans ce délai, le document est tacitement refusé.

Par dérogation à l'article 20.5 CCAG-Moe, le maître d'ouvrage n'a pas à aviser le maître d'œuvre des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation.

### **10.3 ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement (prévu par l'article 44.1 CCAG-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant le délai de garantie ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

La mission du maître d'œuvre se prolongera au-delà de la date d'achèvement définie ci-dessus en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 21 du CCAG-Moe, constatant que le maître d'œuvre a rempli ses obligations dans un délai de 2 mois à compter de cet achèvement. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

## **11. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OEUVRE**

Le maître d'œuvre est responsable de la bonne exécution de la mission qui lui est confiée, en respectant les délais, la qualité, les coûts et la conformité aux normes applicables.

Ses obligations sont les suivantes :

### **11.1 RESPECT DES DELAIS**

Le maître d'œuvre doit :

- Veiller au respect des délais de chaque phase du projet et mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour garantir que les travaux soient réalisés dans les délais impartis ;
- Alerte le maître d'ouvrage sans délai en cas de risque de retard ou de dérive dans l'exécution des missions. Le maître d'œuvre doit proposer des solutions et des ajustements afin de minimiser ces risques et de garantir le respect des échéances.

### **11.2 CONFORMITE AUX DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le maître d'œuvre est tenu de :

- S'assurer que les prestations exécutées sont conformes aux documents contractuels et aux spécifications techniques ;
- Appliquer les normes et réglementations en vigueur dans le cadre de la mission et en particulier celles relatives à la démolition de bâtiments ;
- Veiller à la conformité administrative.

### **11.3 SUIVI DE LA QUALITE DES PRESTATIONS**

Le maître d'œuvre est responsable de :

- Assurer le contrôle de la qualité des prestations, et des travaux réalisés par les entreprises ;
- Effectuer des visites régulières sur le chantier afin de contrôler l'avancement des travaux et la qualité des matériaux et des équipements utilisés ;
- Valider les travaux au fur et à mesure de leur réalisation.

## **11.4 COORDINATION ET GESTION DES INTERVENANTS**

Le maître d'œuvre doit :

- Assurer la coordination entre les différents intervenants ;
- Organiser et animer les réunions de chantier, en rédigeant les comptes-rendus de chaque réunion et en prenant toutes les mesures nécessaires pour résoudre les éventuels problèmes ou conflits entre les intervenants ;
- Informer le maître d'ouvrage de l'évolution du projet, de l'état d'avancement des travaux ainsi que des éventuels problèmes rencontrés durant la phase d'exécution.

## **11.5 SUIVI DES COUTS ET DES DEPENSES**

Le maître d'œuvre est responsable de :

- Suivre l'enveloppe budgétaire du projet ;
- Contrôler les dépenses des entreprises de travaux et proposer, le cas échéant, des ajustements pour éviter toute dérive financière ;
- Valider les demandes de paiement des entreprises, en s'assurant de la conformité des travaux réalisés avant d'approuver les paiements ;
- Gérer les ajustements financiers en cas de modifications du projet.

## **11.6 GESTION DES IMPREVUS ET DES MODIFICATIONS DU PROJET**

Le maître d'œuvre doit :

- Anticiper et gérer les imprévus qui peuvent survenir durant l'exécution des travaux ;
- Proposer des solutions appropriées pour résoudre les imprévus, en prenant soin de limiter l'impact sur le planning et le budget du projet ;
- Gérer les demandes de modification du projet, que ce soit en termes de travaux ou de délais, en s'assurant que ces demandes sont validées par le maître d'ouvrage avant toute mise en œuvre ;
- Informer le maître d'ouvrage des conséquences de toute modification ou imprévu sur le budget et les délais et ajuster les documents contractuels si nécessaire.

## **11.7 RESPONSABILITE EN MATIERE DE SECURITE**

Le maître d'œuvre est responsable de :

- Veiller au respect des règles de sécurité sur le chantier, conformément aux réglementations en vigueur ;
- Mettre en place une organisation de sécurité, en collaboration avec les entreprises de travaux, et veiller à ce que des procédures de sécurité adéquates soient suivies par toutes les parties intervenantes ;
- Assurer une gestion des risques en identifiant les dangers pendant la phase de démolition et en mettant en place des mesures préventives pour les minimiser.

## **11.8 RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE**

Le maître d'œuvre doit :

- S'assurer que les travaux respectent les normes environnementales et les obligations en matière de gestion des déchets (recyclage, élimination des matériaux, gestion des nuisances de chantier...) ;
- Promouvoir une gestion durable sur le chantier, en veillant à limiter l'empreinte écologique des travaux de démolition ;
- Effectuer un suivi des impacts environnementaux, notamment en veillant à la gestion des déchets de démolition conformément à la réglementation en vigueur.

## 11.9 LIVRAISON ET RECEPTION DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre doit :

- Organiser la réception des travaux en concertation avec le maître d'ouvrage, en s'assurant que toutes les prestations sont achevées et conformes aux exigences contractuelles ;
- Assister le maître d'ouvrage lors de la réception définitive, en veillant à ce que toutes les réserves soient levées ;
- Rédiger le procès-verbal de réception, y compris toute mention de réserves ou de travaux complémentaires à réaliser.

## 12. SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX ET DE LEUR RECEPTION

### 12.1 ROLE DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est chargé de prendre les décisions et d'accomplir les tâches qui lui incombent aux termes du CCAG-Travaux applicable aux marchés de travaux dont il assure la direction en tenant compte des éventuelles dérogations insérées dans les marchés de travaux.

Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux.

Le maître d'œuvre est expressément tenu au rôle de conseil qui consiste notamment à proposer les solutions les mieux adaptées et à attirer l'attention du pouvoir adjudicateur lorsqu'il décèle des incompatibilités entre les différentes options retenues, ou des risques de dysfonctionnement, dangers potentiels au titre de ses prestations ou d'augmentation de la masse budgétaire dédiée à la conduite des prestations, ou de quelque nature que ce soit.

Au titre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre doit en particulier protéger au mieux les intérêts du pouvoir adjudicateur et l'informer des conséquences des décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre.

Le devoir de conseil et d'alerte s'entend également sur le respect par les intervenants et partenaires des objectifs de la maîtrise d'ouvrage, de l'efficacité et de la pertinence des modalités de coordination, d'un langage pédagogique et compréhensible, d'une mobilisation des profils adaptés aux missions et tout au long du marché, d'une analyse critique ainsi que du suivi des livrables et des résultats des intervenants.

Le maître d'œuvre est tenu de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Les prestations de conseil et d'information sont comprises au titre de sa rémunération.

### 12.2 REGIME DES ORDRES DE SERVICE AUX TITULAIRES DES MARCHES DE TRAVAUX

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 CCAG-Travaux, les ordres de service sont préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifie à l'entrepreneur étant précisé qu'en ce qui concerne l'affermissement des tranches optionnelles, la notification de l'ordre de service est conditionnée à la décision préalable du maître d'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution d'une tranche.

En outre, tous les ordres de service relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 CCAG-Travaux, doivent être soumis à l'accord préalable du maître d'ouvrage qui apposera son visa sur le document avant toute notification au titulaire du marché de travaux. Seuls les ordres de service comportant ce visa seront opposables au maître d'ouvrage. Les réserves émises par une entreprise destinataire d'un ordre de service sont portées à la connaissance du maître d'ouvrage.



### 12.3 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Pour l'application de l'article 14.4 CCAG-Travaux, le maître d'œuvre doit notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours de la réception de la lettre du titulaire l'informant de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, son avis sur la décision à prendre par le maître d'ouvrage sur la poursuite des travaux.

Par dérogation à l'article 14.4.3 CCAG-Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire du marché de travaux ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage.

### 12.4 RECEPTION

Le maître d'œuvre s'engage au respect des dispositions de l'article 41 CCAG-Travaux relatives à la mise en œuvre de la réception des travaux. A défaut, il sera fait application des dispositions relatives aux pénalités.

## 13. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-Moe.

Il est précisé que :

- L'EPAMSA est réputé cessionnaire à titre exclusif, et pour la durée de protection légale des droits d'auteur, pour le monde entier, des droits patrimoniaux afférents aux prestations intellectuelles, créations artistiques, graphiques, maquettes, dessins, photographies, illustrations, logiciels, base de données objet du présent contrat. Les droits patrimoniaux ainsi cédés sont les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation, de traduction et d'utilisation secondaire sur tout support papier et numérique, qu'ils soient exploités in line ou off line.
- L'EPAMSA peut librement utiliser les résultats, même partiels des prestations.
- L'EPAMSA a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer des objets matériels, constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments partiels de ces résultats.
- L'EPAMSA peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, les prototypes, maquettes et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du contrat.
- L'EPAMSA peut librement publier les résultats des prestations. Cette publication doit mentionner le titulaire. Dans le cadre du contrat, les rémunérations perçues forfaitairement par le titulaire au titre de celui-ci sont réputées comprendre la reproduction par l'EPAMSA de toutes les créations réalisées pour l'EPAMSA par le titulaire sur des supports de toute nature de son choix. La cession des droits de propriété littéraire et artistique porte sur tous les modes d'exploitation existants ou à naître, quel qu'en soit le procédé.

Le maître d'œuvre fait son affaire d'obtenir des auteurs, graphistes, photographes et plus généralement des concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété littéraire et artistique énumérés au présent article. En tout état de cause, le maître d'œuvre prémunit l'EPAMSA contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et lui en garantit l'exercice paisible. Au cas où, pour une création, des droits définis au présent article ne seraient pas en totalité ou en partie la propriété du maître d'œuvre, il appartiendra à celui-ci de signaler à l'EPAMSA les limites de ses droits pour cette création, et de faire connaître à ce dernier les conditions auxquelles les droits de reproduction et/ou de représentation pourraient lui être cédés. Dans tous les cas, le maître d'œuvre devra préciser à l'EPAMSA les conditions de prix auxquelles ces droits pourraient être cédés pour que l'EPAMSA contractant puisse en tenir compte avant acceptation de la proposition. Lorsqu'il les aura négociés, le maître d'œuvre communiquera à l'EPAMSA les contrats relatifs à la cession des droits ci-dessus mentionnés.

## 14. CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT

### 14.1 MODIFICATION DU CONTRAT

#### 14.1.1 Principes généraux

Les conditions techniques et financières du marché sont susceptibles d'être modifiées au cours de son exécution. Toute modification convenue entre les parties se fait par voie d'avenant et dans le respect des dispositions du CCP, notamment pris en son article L.2194-1 ainsi que de l'article 26 CCAG-Moe.

Le contrat peut également être modifié unilatéralement par ordre de service de l'acheteur, dans les conditions de droit commun applicables à tout contrat administratif. Dans ce cas, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications opérées au plus tard à l'issue du délai de préavis indiqué dans l'ordre de service, ou à défaut, dans les meilleurs délais.

Toutes les clauses du contrat non explicitement modifiées demeurent applicables de plein droit.

#### 14.1.2 Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Conformément à l'article 26 CCAG-Moe, les parties conviennent, le cas échéant, par avenant des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Pour la mise en œuvre de cette clause de réexamen, il est fait application de l'article 25 CCAG-PI.

Il est précisé que la clause de réexamen figurant au présent article ne constitue pas un droit à la modification du contrat pour le titulaire.

Par suite, l'acheteur est libre de refuser une modification fondée sur le présent article sans que cela ne justifie une demande d'indemnisation de la part du titulaire.

### 14.2 CESSION DU CONTRAT

Le titulaire ne peut céder tout ou partie du contrat sans le consentement préalable écrit de l'acheteur.

La demande de cession est effectuée par le titulaire auprès de l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions du CCP, notamment pris en ses articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-6, l'acheteur ne peut donner son agrément à la cession que si le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières au vu desquelles le marché a été attribué, et si la cession ne remet pas en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial, ni ne modifie substantiellement les caractéristiques du contrat.

L'acheteur fait connaître sa décision dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande du titulaire. A défaut, le silence de l'acheteur vaut refus.

A défaut d'avenant de cession, celle-ci est considérée comme irrégulière et inopposable à l'acheteur.

Le non-respect des stipulations du présent article peut être sanctionné par la déchéance.

Si l'acheteur accepte la cession du contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le contrat à la charge du titulaire, à hauteur de la cession effectuée.

Le titulaire fait son affaire, à ses frais, de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurances et communique à son cocontractant dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

### **14.3 IMPREVISION**

En cas de survenance d'un événement imprévisible lors de la signature du contrat ou dont les effets ne pouvaient raisonnablement être prévus à cette date, extérieur aux parties, et ayant (ou qui aura) nécessairement pour effet de bouleverser temporairement l'équilibre économique du contrat, le titulaire doit poursuivre l'exécution de ses obligations.

Il peut proposer à l'acheteur les mesures d'adaptation nécessaires au marché. Si l'acheteur accepte ces propositions, un avenant est conclu à brefs délais dans les conditions de l'article 14.1 du présent CCAP. Le titulaire a en outre droit à une aide financière versée par l'acheteur pour pourvoir aux dépenses extracontractuelles afférentes à la période d'imprévision, sous réserve de documenter ses dépenses et dans la limite de 50% de celles-ci.

Au cas où, à la survenance d'un fait d'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du contrat ne serait plus temporaire, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'acheteur dans les conditions ci-dessous, ou à la demande du titulaire par le juge administratif.

La décision de résiliation du contrat est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de résiliation. Elle prend effet à sa date de notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

## **15. INTERRUPTION DES PRESTATIONS - RESILIATION**

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG-Moe.

### **15.1 INTERRUPTION DES PRESTATIONS POUR RETARD DE PAIEMENT**

Lorsque le versement d'un acompte n'intervient pas dans un délai de 3 mois à compter du point de départ du délai de paiement, le maître d'œuvre peut notifier au maître d'ouvrage son intention d'interrompre les prestations au terme d'un délai de 30 jours. Lorsque les prestations sont interrompues dans ces conditions, les délais d'exécution des prestations sont prolongés de plein droit du nombre de jours compris entre la date d'interruption des prestations et celle du paiement des acomptes en retard.

Si le versement de l'acompte n'est pas intervenu dans le délai de 6 mois suivant l'interruption effective des prestations, le maître d'œuvre est en droit de ne pas les reprendre et de demander par écrit la résiliation du marché.

### **15.2 RESILIATION POUR EVENEMENT EXTERIEUR AU CONTRAT**

Le présent contrat peut être résilié par l'acheteur sans indemnité conformément à l'article 28 CCAG-Moe en cas :

- De décès ou incapacité civile du titulaire,
- De redressement ou de liquidation judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire,
- D'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du contrat.

### 15.3 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 31 CCAG-Moe, sans préjudice de l'application des alinéas 2 et 3 de cet article, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial hors taxes du contrat, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Par dérogation à l'article 31 CCAG-Moe, ne seront pris en compte que les montants de la DPGF.

### 15.4 RESILIATION DU CONTRAT AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il est fait application de l'article 30 CCAG-Moe avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation,
- en complément de l'article 30 CCAG-Moe, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus du titulaire du contrat, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 30 CCAG-Moe, à 8 jours, le contrat est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas de non-respect par le titulaire (ou par l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises), des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-4 et R.2143-9s CCP et aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire (ou l'un ou l'autre des cotraitants en cas de groupement d'entreprises), lors de la consultation ou de l'exécution du contrat, le contrat ou la part de contrat correspondante sera résilié sans mise en demeure à leurs frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 30 CCAG-Moe, le titulaire (ou le cotraitant) dispose d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 16. DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du contrat est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1s CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du contrat n°..... du..... ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiements seront libellées dans la monnaie de compte du contrat et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP. Le prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français. »

## 17. LANGUE ET UNITE MONETAIRE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi, doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

L'unité monétaire est l'euro.

## 18. GESTION DES CONTENTIEUX ET DES SINISTRES

### 18.1 GESTION DES CONTENTIEUX

Le titulaire doit assister à l'acheteur dans le cadre de contentieux où celui-ci serait mis en cause, quel que soit le stade d'avancement du contrat.

### 18.2 GESTION DES SINISTRES

Le titulaire doit informer immédiatement l'acheteur des sinistres dont il a connaissance. Il précise la nature de celui-ci, sa localisation précise, la date et l'heure de son identification, ainsi que les mesures qu'il va mettre en œuvre pour remédier à ce sinistre. Chaque sinistre fait l'objet d'un constat contradictoire entre l'acheteur et le titulaire. A défaut d'établissement d'un tel constat, le titulaire ne pourra pas se prévaloir de la survenance du sinistre pour demander une indemnisation ou un délai supplémentaire.

Nonobstant la politique d'assurance qui sera déployée par l'acheteur dans le cadre de cette opération, le titulaire devra prendre toutes les diligences nécessaires pour la gestion desdits sinistres, et ce quelle que soit sa responsabilité.

Il doit notamment mettre en œuvre les mesures de sauvegarde et de mise en sécurité, et participer aux réunions d'expertise, le cas échéant.

## 19. PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat dans les conditions de l'article 35 CCAG-Moe.

En cas de rejet de la réclamation du titulaire déposée dans les formes et conditions de l'article 35 CCAG-Moe et/ou en cas de désaccord persistant de l'acheteur sur les conditions d'exécution du contrat, le différend pourra être porté à l'initiative de la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Versailles.

## 20. DEROGATIONS AU CCAG-MAITRISE D'ŒUVRE

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG-Moe, les dérogations du contrat au CCAG-Moe sont réputées valables :

- Sans que l'article du CCAG-Moe auquel il est dérogé ne soit formellement mentionné à chaque dérogation, ni que l'ensemble des dérogations soit explicitement listé au présent article ;
- Dès lors que ces dérogations au CCAG-Moe sont exprimées d'une manière suffisamment claire à la lecture du contrat, étant précisé que le titulaire disposait de la possibilité de formuler des demandes de clarification en cours de procédure d'attribution du marché et/ou de discuter de ses clauses au cours des séances de négociation ayant précédé l'attribution dudit marché.

Par suite, il est convenu entre les parties que la liste des dérogations au CCAG-Moe n'a pas vocation à être exhaustive mais uniquement à garantir l'information du titulaire sur les dérogations identifiées.